

LA REPARTITION SPATIALE DE L'EMPLOI MODERNE A LOME (La situation en 1990)

Yves MARGUERAT
ORSTOM
Paris

Toujours considéré comme un élément essentiel de l'économie, comme un facteur indispensable de la citadinité, l'emploi moderne (c'est-à-dire salarié dans les formes légales) est rarement abordé en termes de répartition spatiale dans la ville, comme si c'était exclusivement une affaire d'économie, de sociologie, de droit, et non de géographie urbaine.

Pourtant, la présence ou l'absence de telle ou telle activité dans les divers quartiers donnent à ceux-ci leur singularité, leur physionomie, leurs problèmes d'aménagement... Et la dissociation massive entre lieux de résidence et lieux de travail est l'un des facteurs essentiels du transport intra-urbain. Il est donc nécessaire d'en dresser l'inventaire spatial, quartier par quartier.

I - L'ENQUETE ET SES PRINCIPAUX RESULTATS

Comme l'information existante à propos de Lomé n'abordait jamais ce point de vue spatial, il a fallu recourir à l'enquête directe, c'est-à-dire arpenter toute la ville rue par rue, et pointer chaque "établissement" (quel que soit son statut juridique) où travaillent **au moins trois salariés**⁽¹⁾. Le questionnaire était fort simple (type d'activité, nombre d'emplois, date d'implantation), mais suscita souvent une certaine méfiance, qui a nécessité de la part de nos enquêteurs beaucoup de ténacité et de diplomatie, toujours gagnantes à la longue.

La tâche n'ayant pu, pour des raisons budgétaires, être confiée qu'à un ou deux enquêteurs à la fois, l'enquête a été extrêmement longue, échelonnée de 1985 à 1990, avec encore de nombreuses vérifications sur le terrain en 1991 dans les quartiers recensés en premier. Globalement, on considèrera que le tableau ainsi fixé est celui de l'année 1990. Les perturbations des années suivantes ont probablement provoqué des modifications

(1) Simultanément, Mme Nérissa Seddoh menait une vaste enquête sur le secteur informel, mais qui n'a pas encore abouti à des publications.

importantes (recul du secteur industriel et tertiaire, essor spectaculaire de l'enseignement privé...) qu'il serait opportun, d'ici quelque temps, d'essayer de saisir à nouveau.

Ont ainsi été dénombrés, dans les soixante quartiers⁽¹⁾ qui composent l'agglomération de Lomé, **1788 établissements** d'au moins trois employés : bureaux, agences, services, usines, magasins, institutions, qui totalisent **43 636 emplois**, dans une ville qui comptait, en 1990, environ 750 000 habitants, dont environ un tiers composé d'actifs potentiels⁽²⁾. Autrement dit, l'emploi moderne, moteur théorique de l'économie, ne concernerait guère qu'un actif loméen sur 6.

S'est rapidement posé le problème de la **classification** des établissements recensés, en cherchant à coller aux réalités observées et non à y plaquer des grilles préétablies. On a pu regrouper l'ensemble de ces activités en **9 grands domaines** : administratif (I), scolaire (II), sanitaire et social (III), commercial (IV), financier (V), industriel (VI), ainsi que les infrastructures (VII), les transports (VIII), l'hôtellerie et les loisirs (IX), domaines qui représentent dans la ville des poids très différents :

	ETABLISSEMENTS		EMPLOIS		EMPLOIS/ ETABL.
I- Administration	215	12,0 %	9 415	21,6 %	44
II- Scolarisation	328	18,3 %	6 750	15,5 %	21
III- Santé-Social	180	10,1 %	3 870	8,9 %	22
IV- Commerce	570	31,9 %	6 673	15,3 %	12
V- Finances	37	2,1 %	2 256	5,2 %	61
VI- Industries	185	10,3 %	4 682	10,7 %	25
VII- Infrastructures	19	1,1 %	1 802	4,1 %	95
VIII- Transports	107	6,0 %	5 817	13,3 %	54
IX- Hôtellerie...	147	8,2 %	2 371	5,4 %	16
TOTAL	1 788	100,0 %	43 636	100,0 %	24

Les fonctions administratives et sociales (I à III) représentent donc 40,4 % des établissements et 46,0 % des emplois de Lomé, les fonctions économiques "centrales" (IV à VI) 44,3 % des unités de travail, mais seulement 31,2 % des emplois, les fonctions économiques que l'on peut appeler "d'accompagnement" (VII à IX) 15,3 % des

(1) Ceux qui avaient un nombre infime d'activités ont été regroupés.

(2) Le recensement de 1981, à la fin de la période de prospérité des années 1970-80, avait dénombré 38 800 salariés dans une ville de 375 000 habitants, dont 122 000 actifs occupés (soit 35 % de la population). Le doublement de la ville aurait dû aboutir à quelque 80 000 salariés en 1990. On en est très loin, même si les modes de calculs sont assez dissemblables.

établissements et 22,8 % des emplois. Le commerce et l'hôtellerie sont les activités qui occupent le plus petit nombre d'employés par lieu de travail (respectivement 12 et 16), les finances et surtout les infrastructures celles qui en occupent le plus (61 et 95).

II - LE DECOUPAGE DE LOME EN QUARTIERS

En fonction de ce que l'on sait déjà des divers quartiers de la ville (essentiellement de leur histoire, qui reste le facteur explicatif déterminant des singularités des espaces loméens), on les a regroupés en douze "zones", codifiées par une numération à deux lettres⁽¹⁾, et une treizième à la périphérie. Ce sont (carte 1) :

- Le Sud-Ouest [SW] entre la frontière du Ghana et le centre-ville (les quartiers Kodjoviakopé, Nyékonakpoè et Octaviano-Nétimé), assez anciens, actifs et densément peuplés.

- Le Quartier administratif [QA], dont le nom est explicite (ainsi que le surnom populaire de "Yovokomé", le "quartier des Blancs") des fonctions qu'il exerce sans discontinuer depuis le transfert de la capitale coloniale allemande à Lomé, en 1897.

- Le Centre ancien [CA] est le noyau primitif de la ville, peuplé entre 1880 et 1910, consacré dès l'origine au commerce : Agbadahonou et Assiganmé (Grand-marché) en bord de mer, Anagokomé et Kokétimé immédiatement à l'intérieur.

- Le Centre moyen [CM], en couronne à l'est et au nord du CA, a été peuplé essentiellement à l'époque du mandat français, y compris l'extension d'Hanoukopé, en bord de lagune, seul lotissement des années 1930. Il s'agit de Béniglato, Aguiarkomé et Abobokomé (que l'on regroupera ici), Adoboukomé, l'ancien Zongo et enfin Wétrivikondji.

- Les Vieux villages [VV] sont les deux agglomérations rurales préexistantes à la ville, Bè et Amoutivé, ainsi que leur proche périphérie (Doulassamé et Bassadji), peuplées au moment où l'expansion urbaine a rattrapé ces villages anciens.

- Les "Cocoteraias ("nétimé") de Bè" entre les vieux villages et le port, loties progressivement dans les années 1945-65, ce qu'on appellera Bè-Nétimé Ouest [BW] (Lom Nava, Kpéhénou, Souza-Nétimé, Anthony-Nétimé, Bè-centre), puis, dans les années 1965-80, ce qu'on appellera Bè-Nétimé Est [BE] (Kotokoukondji, Ablogamé, Gbényédji, Houvéme, Akodésséwa).

- Elles sont prolongées vers l'est par les 700 hectares de la Zone industrielle et portuaire [ZP], bien que les jardins maraîchers y occupent plus de superficie que les usines...

(1) Que l'on rappellera systématiquement entre [crochets] après chaque nom de quartier.

Au nord de la lagune, le plateau de Tokoin est divisé en quatre zones :

- Tokoin-Sud [TS], le plus anciennement et le seul densément peuplé (Tokoin-Sud-Ouest, Tokoin-Hôpital, Solidarité, Gbadago, Dogbéavou-Gbonvié, Lycée).

- Tokoin-Nord-Ouest [TW], quartiers de plus en plus récents et moins denses à mesure qu'on s'éloigne sur l'axe de la route de Kpalimé (Cassablanca, Gbossimé, Akossombo, Klikamé, Djidjolé, Batomé, Totsi, Agbalépédogan, Adidogomé).

- Tokoin-Nord [TN], de part et d'autre des axes routiers d'Atakpamé et de Djagblé (Doumassésé, St-Joseph, Forever, Tamé, Cité CNSS, Nukafu, Wuiti-Aéroport, Hédjranawoé, Kélégougan).

- Tokoin-Est [TE], isolé entre l'aéroport et la lagune, étiré vers l'est, où les activités sont rares. On l'a donc regroupé en trois ensembles de quartiers : Bè-Kpota, Akodésséwa-Kpota (y compris Kagomé) et Anfamé.

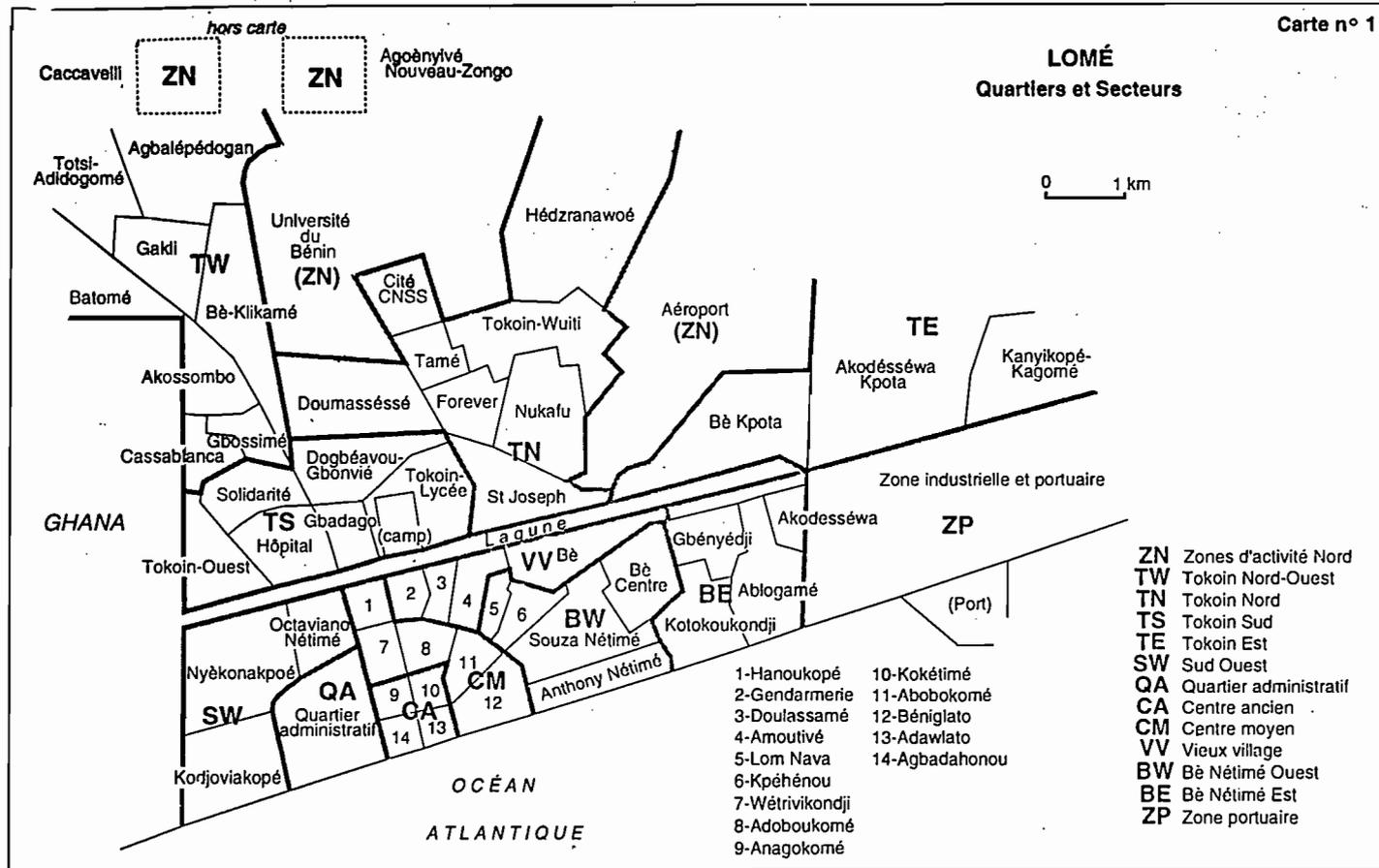
On a enfin traité à part les "zones d'activités nord" [ZN] assez disparates, réparties à la périphérie de la zone Tokoin-Nord : l'Université du Bénin, l'aéroport et ses annexes, le centre technique de Caccavelli, Agoènyivé (bourgade devenue maintenant le pôle économique principal de la périphérie nord de l'agglomération), enfin le Nouveau Zongo, qui s'étale dans la vallée du Zio.

La répartition des activités modernes est très diverse entre ces treize grandes zones.

	SW	QA	CA	CM	VV	BW	BE
Etablissements	9,3 %	5,4 %	17,1 %	10,7 %	2,9 %	10,0 %	4,5 %
Emplois	4,8 %	20,5 %	9,4 %	11,5 %	1,3 %	4,3 %	2,5 %

	TS	TW	TE	TN	ZN	ZP	TOTAL
Etablissements	11,5 %	5,9 %	2,1 %	9,7 %	5,3 %	5,6 %	1 788 (100 %)
Emplois	10,4 %	3,2 %	0,8 %	5,9 %	8,1 %	17,3 %	43 636 (100 %)

On voit donc l'extrême inégalité des situations, en particulier en ce qui concerne les emplois, concentrés dans les zones QA, ZP, puis CM, TS et CA, qui totalisent 69 % des postes de travail, alors que les établissements, quantitativement, se situent plutôt en CA, puis TS, CM, BW et TN (58 % pour ces cinq zones), TW, BE et surtout TE se situant toujours en queue de liste.



Carte 1 : Lomé, Quartiers et Secteurs

III - LA TYPOLOGIE DES ACTIVITES ET LEURS LIEUX DE PREDILECTION

Mais tout ceci est une approche trop grossière pour être significative. Décomposons donc en "secteurs" les grands domaines d'activité, malgré le côté inévitablement fastidieux d'une telle énumération, et voyons quels quartiers les ont préférentiellement attirés.

A - Le "domaine administratif" comprend les secteurs :

1 - Activités proprement gouvernementales : Présidence et ministères, Inspection d'Etat... Il s'agit de 2 350 emplois⁽¹⁾, répartis en quelque 37 lieux de travail (soit 64 emplois/chacun), le plus considérable étant l'immeuble du CASEF, qui regroupe à lui seul plus de 700 fonctionnaires. C'est sans surprise qu'on dénombre 72 % des emplois de ce secteur dans le Quartier administratif, et encore 24 % dans les trois quartiers mitoyens qui forment le SW, où se sont implantés de nombreux services centraux.

2 - L'administration générale (la distinction d'avec la rubrique précédente est bien sûr assez peu marquée) regroupe, elle, 4 200 emplois, dans 67 services (63 emplois chacun), situés à 81 % dans le QA, qui mérite bien son nom, précédant de très loin la Zone industrielle et portuaire [ZP] : 4 %, Béniglato [CM] : 3 %, et l'aéroport [ZN] : 2,5 %.

Le reste s'éparpille dans 18 autres quartiers (sur 60).

3 - L'administration locale (les mairies, la préfecture, le personnel des marchés municipaux : toutes les fonctions indépendantes du rôle de Lomé comme capitale) ne compte que 600 emplois, en 14 services (42 emplois chacun : donc plus petits que les administrations nationales), répartis dans 9 quartiers, dont "Yovokomé" (le QA), qui concentre 29 % des postes de travail du secteur.

4 - La police⁽²⁾ représentait, en 1990, 600 emplois, en 19 commissariats et postes, répartis dans 16 quartiers. QA (avec la direction de la Sûreté) et Wétrivikondji [CM] (avec le commissariat central) se taillent la part du lion (66 %), les autres implantations ne comptent qu'une douzaine d'agents en moyenne.

La fonction diplomatique de la capitale n'est pas négligeable en termes d'emplois :

5 - Les ambassades et services annexes sont 21, totalisant 350 emplois, auxquels s'ajoutent les agences de coopération bilatérale (secteur 1.6) : 9, avec 150 emplois et les organisations internationales (secteur 1.7) : 24, soit 250 emplois. L'originalité de Lomé est que, contrairement à la plupart des capitales, ces services diplomatiques sont

(1) Pour être plus facilement (ou moins difficilement) mémorisés, ces chiffres ont été arrondis (la présentation par unités ne donne qu'une illusion de précision, sachant la fluidité des situations).

(2) Dont un haut cadre nous a fait l'amitié de nous localiser les effectifs.

largement dispersés dans la ville, avec une relative prépondérance de Kodjoviakopé [SW] et Anthony-Nétimé [BW] en nombre de services : 10 chacun, suivis du QA = 9, et Béniglato [CM] = 6, sur un total de 54. Prépondérance de Béniglato [CM] en nombre d'emplois : 200, suivis de QA (150), Anthony-Nétimé (100) et Kodjoviakopé (100), sur un total de 750. Encore plus que les grandes représentations diplomatiques (échelonnées d'ouest en est : l'Allemagne à Kodjoviakopé [SW], la France au QA, les USA et l'URSS d'alors à Béniglato [CM]), les ambassades plus modestes sont éparpillées dans une douzaine de quartiers, parfois fort éloignés du centre.

6 - Les ONG (leurs services centraux, non leurs actions de terrain), elles aussi, éparpillent leurs 17 établissements et leurs 170 emplois dans 14 quartiers (avec un modeste sommet de 35 emplois près de l'ancien Zongo [CM]).

7 - On a enfin classé ici le monde associatif : les syndicats et les mutuelles, qui ne sont que 9, mais emploient 650 personnes, surtout concentrées à Hanoukopé [CM], du fait de la présence de la Bourse du Travail et de la Sécurité Sociale : 450, et à Wétrivikondji [CM] : 100.

B - Le domaine scolaire comprend :

1 - Les écoles primaires, publiques ou privées⁽¹⁾, sont particulièrement nombreuses (193, soit 2 200 emplois) et surtout particulièrement dispersées : on les trouve dans la totalité des quartiers, hormis deux du Centre : Agbadahonou [CA] et Zongo [CM], et, assez logiquement, dans les domaines économiques spécifiques : le port [ZP], le campus universitaire, Caccavelli⁽²⁾ et l'aéroport [ZN]. En nombres d'écoles, viennent en tête les quartiers Akodésséwa-Kpota [TE], avec 10 établissements (sur un territoire immense), Dogbéavou [TS], Kodjoviakopé [SW] et Souza-Nétimé [BW], qui en ont 8 chacun. En nombre d'emplois, les plus fortes concentrations d'instituteurs sont à Dogbéavou [TS] (120), et Kodjoviakopé [SW] (100).

2 - Les établissements secondaires étaient, sauf erreur, 37 en 1990 (on en dénombre aujourd'hui plus de 85, dont les 2/3 privés), avec 1 450 professeurs, dans 24 quartiers, soit près de la moitié de ceux-ci : la répartition est donc assez bonne, hormis dans le CA et, bien sûr, les zones spécifiques (ZP, aéroport, Caccavelli...). Ces collèges et lycées sont surtout importants à Tokoin-Lycée [TS] : 185 professeurs, Adidogomé [TW] : 180 et Nyékonakpoè [SW] : 160, avec une moyenne de 39 professeurs par établissement (au lieu d'une moyenne de 11 instituteurs par école primaire).

3 - L'enseignement supérieur (850 emplois) est presque le monopole du campus de l'UB [ZN] : (780 emplois, soit 89 %, en 13 institutions), et de Doumasséssé [TN] = 6 % (grâce à l'EAMAU).

(1) Le nombre de celles-ci a considérablement augmenté ces dernières années.

(2) Celle du Centre d'observation des Affaires sociales a été classée avec ce dernier.

4 - On désignera comme "enseignements particuliers" les diverses formations professionnelles qui enseignent la gestion, l'informatique, les techniques bancaires, etc. Il s'agit tout de même de 23 établissements, répartis dans 19 quartiers, qui totalisent 450 emplois.

On ajoutera à ces fonctions proprement enseignantes les secteurs de :

5 - La recherche scientifique : 17 établissements, éclatés en 9 quartiers, regroupant 550 emplois = 64 % à Caccavelli, qui regroupe 6 établissements, 17 % au QA et 5 % à Dogbéavou [TS].

6 - La culture : 4 établissements, pour 130 emplois, dans le CA, le CM, et au campus de l'UB [ZN].

7 - Enfin l'administration de la scolarité : 23 services et 850 personnes, dont le campus concentre 39 %, le lycée de Tokoin [TS] 22 % et Wétrivikondji [CM] 18 %.

C - Le domaine sanitaire et social comprend :

1 - Les hôpitaux et dispensaires publics, au nombre de 19, dans 16 quartiers, totalisant 1 950 emplois. Mais le seul CHU de Tokoin en compte 1 300 (65 %) et celui du campus 185 (9 %). On compte encore 110 emplois au QA, 100 à Wétrivikondji [CM], 90 à Béniglato [CM], 80 à Bè-Centre [BW]... Par contre, 10 dispensaires éparpillés ne totalisent que 120 emplois.

2 - Les cliniques (privées) sont devenues nombreuses⁽¹⁾ et ne cessent de proliférer. On en dénombrait déjà 54 en 1990, qui ne représentent que 350 emplois (7 par établissement, plus modestes que les dispensaires publics), mais un large éparpillement dans 29 quartiers sur 60.

3 - Les pharmacies et les laboratoires médicaux sont eux aussi nombreux : 55 établissements, mais les deux officines du CHU [TS] accaparent 54 % des 750 emplois du secteur. Si on les exclut, 53 officines, employant une moyenne de 7 personnes, sont présentes dans 41 quartiers, ce qui est la répartition la plus diversifiée après les écoles primaires : ce sont là deux secteurs à vocation sociale qui ont à peu près suivi la croissance spatiale de la ville.

4 - L'administration de la santé doit être comptée à part : 11 services, regroupant 220 emplois (dont 56 % dans le QA et 16 % au CHU de Tokoin).

Faute de classification plus convaincante, on a regroupé ici, avec la santé de corps, celle de la société et celle de l'âme.

(1) Y compris un tout petit nombre de cliniques vétérinaires, non distinguées ici.

5 - Les services sociaux (de l'Etat ou des ONG) représentent 17 établissements (dans 15 quartiers) et 250 emplois, très éparpillés.

6 - Les congrégations religieuses (aussi bien les paroisses que les couvents ou les institutions caritatives) sont au nombre de 23, et totalisant tout de même 300 emplois, dans 19 quartiers.

D - Le commerce se décompose en :

1 - Les "grandes compagnies", en général anciennes et polyvalentes (mais dont certaines se sont plus ou moins retirées du Togo maintenant), méritent par leur poids historique d'être comptées à part, avec 29 établissements et 2 100 emplois. Elles sont nettement concentrées : Agbadahonou [CA] (8, avec 500 emplois), Wétrivikondji [CM] (3, et 250 emplois), Anagokomé [CA] (3, avec 200 emplois), ZP (3, et 800 emplois)...

2 - Le commerce général comprend tout le reste du commerce moderne, hormis les deux secteurs suivants, qu'il a paru utile de distinguer. On compte ainsi 303 commerces, avec 2 050 emplois (soit 7 chacun), très largement répandus : 41 quartiers, avec une concentration à Assiganné [CA] : 56 magasins, 350 emplois, Anagokomé [CA] : 29 magasins, 180 emplois, Agbadahonou [CA] : 26 magasins, 150 emplois, Béniglato [CM] : 10 et 145 emplois, ainsi que, seul pôle important au nord de la lagune, Dogbéavou [TS], du carrefour RAMCO à celui des Hydrocarbures : 26 commerces, 175 emplois. Ces cinq quartiers concentrent 58 % de l'emploi du secteur.

3 - Les commerces alimentaires spécifiques comprennent les boulangeries-pâtisseries, boucheries, poissonneries... Il s'agit de 41 points de vente, avec 500 emplois (12 chacun), très dispersés (27 quartiers).

4 - Les librairies et papeteries ne sont pas très nombreuses et assez groupées : 20, dans 12 quartiers (11 dans le CA, 3 dans le CM), permettant 200 emplois.

Le commerce de vente générale, au sens large, représente donc 393 magasins et établissements, totalisant 4 850 emplois, soit 11 % de l'ensemble de la ville.

On doit y ajouter diverses activités de type commercial :

5 - Les services (auto-écoles, blanchisseries, salons de coiffure, bureaux de publicité...) : 47 établissements, dans 23 quartiers, pour 700 emplois (dont 250 à la ZP : sans ceux-ci, la moyenne n'est que de 9 emplois par établissement).

6 - Les stations-service (dont le nombre -et le luxe- a nettement augmenté depuis) et les compagnies pétrolières étaient 57, dans 30 quartiers (la dissémination est bonne, bien que la ZP, Béniglato [CM] et Octaviano Nétimé [SW] en comptent 5 chacune, pour 550 emplois, dont 150 à la ZP du fait de la présence de la Société togolaise des Essences et des réservoirs de l'ancienne raffinerie. Ces cas-là mis à part, l'emploi n'est que de 4 en moyenne par station-service.

7 - Les cabinets d'avocat et de notaire sont une catégorie particulière de services : il y en avait 20 en 1990, comptant 125 emplois (6 chacun), dans 7 quartiers, mais surtout le CA (16 cabinets à lui seul).

8 - Les bureaux d'études, cabinets d'experts, agences d'architecture et équivalent, sont 50, dans 25 quartiers (10 dans le CA, 8 dans le SW), avec 400 emplois (8 chacun).

9 - Les agences immobilières, enfin, ne sont que 6, dans 6 quartiers, avec 50 employés.

Ces trois derniers secteurs ne représentent donc que 76 établissements et 600 emplois.

E - Le domaine financier est très concentré :

1 - Les banques en constituent évidemment l'essentiel, c'est-à-dire 77 % des emplois du domaine : 1 950 (sur 2 550), en 26 établissements, très inégalement répartis entre 13 quartiers : le QA, Agbadahonou [CA] et l'ancien Zongo [CM] concentrent 13 de ces établissements et 1 700 emplois, soit 85 %. Quelques agences secondaires ne sont pas négligeables (4, à Assiganmé [CA], Wétrivikondji [CM] et Béniglato [CM], qui font encore 230 emplois). Les 9 dernières implantations, dont seulement 2 dans les cocoteraies de Bè et 2 à Tokoin-Sud (les seules à échapper au centre-ville), ne comptent en moyenne que 7 agents chacune.

2 - Le crédit (4 établissements, essentiellement groupés dans le CM), ne totalise que 130 emplois.

3 - Les assurances (7 établissements, tous dans le CA, sauf un à Caccavelli) n'en comptent, elles, que 150.

F - Les industries peuvent se décomposer en :

1 - Les manufactures diverses, très variées, au nombre de 76, donnent du travail à près de 3 000 personnes. Mais leur répartition est très inégale : les 32 usines de la zone industrielle et portuaire en occupent 1 800 (57 chacune), soit 62 %. Seuls autres quartiers notables : Caccavelli : [ZN] (3 usines, 320 emplois), Tokoin-St-Joseph [TN] (4 usines, 120 emplois), Tokoin-Tamé [TN] (2 établissements, 100 emplois), la frange sud-ouest de l'aéroport (3 usines, 80 emplois)... Le reste, soit 500 emplois pour 32 manufactures (15 postes de travail chacune), s'éparpille dans 24 quartiers, dont 7 dans la vieille ville (CA, CM, SW), 3 dans les cocoteraies de Bè (BW et BE), 11 sur le plateau de Tokoin...

2 - Les entreprises du Bâtiment et des Travaux publics sont relativement nombreuses (45) mais n'occupent que 600 travailleurs permanents (14 chacune), dans 23 quartiers. Les seules concentrations notables sont à Caccavelli (70 emplois), Dogbéavou - "Hydrocarbures" [TS] (60) et Béniglato [CM] (50). Ce sont naturellement les grands chantiers (pas tous citadins, loin de là) qui font vivre cette importante branche d'activité,

capable de donner du travail à des milliers d'employés, mais ceux-ci échappent à notre enquête.

3 - Les imprimeries sont une activité ancienne et dynamique à Lomé. On en compte 34, éparpillées dans 25 quartiers (Souza-Nétimé [BW] en totalise 4, les autres 2 au plus), et employant 700 personnes, mais une seule est importante en effectifs : l'entreprise publique Editogo (QA), avec 350 emplois. Les 33 autres n'en comptent qu'une dizaine de salariés chacune, mais on en trouve un peu partout dans les diverses parties de la ville.

4 - Les garages sont très nombreux dans le secteur informel. Seuls 26 d'entre eux ont au moins trois salariés (avec souvent une nuée d'apprentis, non pris en compte ici), soit un total de 250 employés, dans 13 quartiers. Mais seuls deux garages de Béniglato [CM] comptent de nombreux emplois (80), tandis qu'on constate une concentration des garages plus modestes à Nukafu [TN] : 10, avec 80 salariés, ce qui s'explique vraisemblablement par l'abondance relative des terrains de grande surface dans cette frange nord de l'agglomération (les garages sans salariés y sont aussi très nombreux, ainsi que dans les quartiers nouveaux situés plus au nord).

5 - Les activités agro-industrielles ne sont que 3 à Lomé (100 emplois), dont une seule importante : l'exploitation horticole de Kélégougan [TN], avec 80 travailleurs.

6 - "L'artisanat moderne" n'est représenté que par le centre artisanal officiel de Wétrivikondji [CM], qui regroupe 90 personnes.

G - Les infrastructures ne sont que trois, mais combien vitales, tant pour la vie quotidienne que pour la vie économique :

1 - L'eau potable, c'est 350 emplois dans les 4 établissements de la Régie nationale (170 à Tokoim-Solidarité [TS], 70 à Souza-Nétimé [BW], 60 à Caccavelli [ZN]) et autant à son siège d'Anagokomé [CA].

2 - L'électricité occupe 900 personnes dans les 5 implantations de la CEET, dont 700 au siège (QA) et 80 en ZP, avec la centrale thermique.

3 - Les postes et télécommunications sont fortement concentrées : une seule entreprise publique en 9 établissements (et 9 quartiers), 550 emplois dont 400 à la grande poste d'Abobokomé [CM] et 50 au centre hertzien de Caccavelli [ZN]⁽¹⁾.

H - Les transports sont également une condition *sine qua non* de l'activité économique et sociale.

1 - Les transports maritimes sont assurés par treize établissements et 3 400 emplois (dont 95 %, embauchés par six entreprises). Ils sont, sans surprise, localisés dans le port

(1) La direction générale, dans le QA, a été comptée dans les "administrations centrales".

[ZP]. On ne mentionnera en plus que les 3 firmes installées à Béniglato (100 emplois).

2 - Les activités aériennes (21 établissements, 450 emplois) sont répartis entre l'aéroport [ZN] (7 institutions, 250 travailleurs), Agbadahonou [CA], où 9 agences occupent 150 personnes, et une poussière d'autres petites unités.

3 - Les transports ferroviaires (450 emplois des CFT) sont basés à 95 % au siège du QA, le reste dans les trois gares de Gbadago [TS], Agoènyivé [ZN] et du port [ZP].

4 - Les activités liées à la route et membres du secteur moderne sont 11, avec 550 employés dont 200 à Doumasséssé [TN] (du fait du Garage central). Le reste (50 chacune) correspond à d'importantes entreprises à Caccavelli [ZN] : 100 emplois, Aéroport [ZN] : 85, Nukafu [TN] : 60...

5 - Les "transitaires" sont traditionnellement nombreux : 48, avec 950 emplois (19 chacun), ce qui caractérise bien le rôle de centre de transit de Lomé. La répartition est assez éclatée : 18 quartiers, mais seuls le port [ZP] : 450 emplois, Akodésséwa [BE] : 100, Anthony Nétimé [BW] : 50, et Agbadahonou [CA] : 75 travailleurs sont importants, suivant clairement un axe allant du centre-ville au port, où se distinguent aussi Béniglato [CM] et Kotokoukondji [BE]...

6 - Les activités liées au tourisme, enfin (hors hôtellerie), ne sont que 10, avec 70 emplois, aux trois quarts à Agbadahonou [CA] et Anagokomé [CA].

I - L'hôtellerie et les activités de loisirs regroupent le reste :

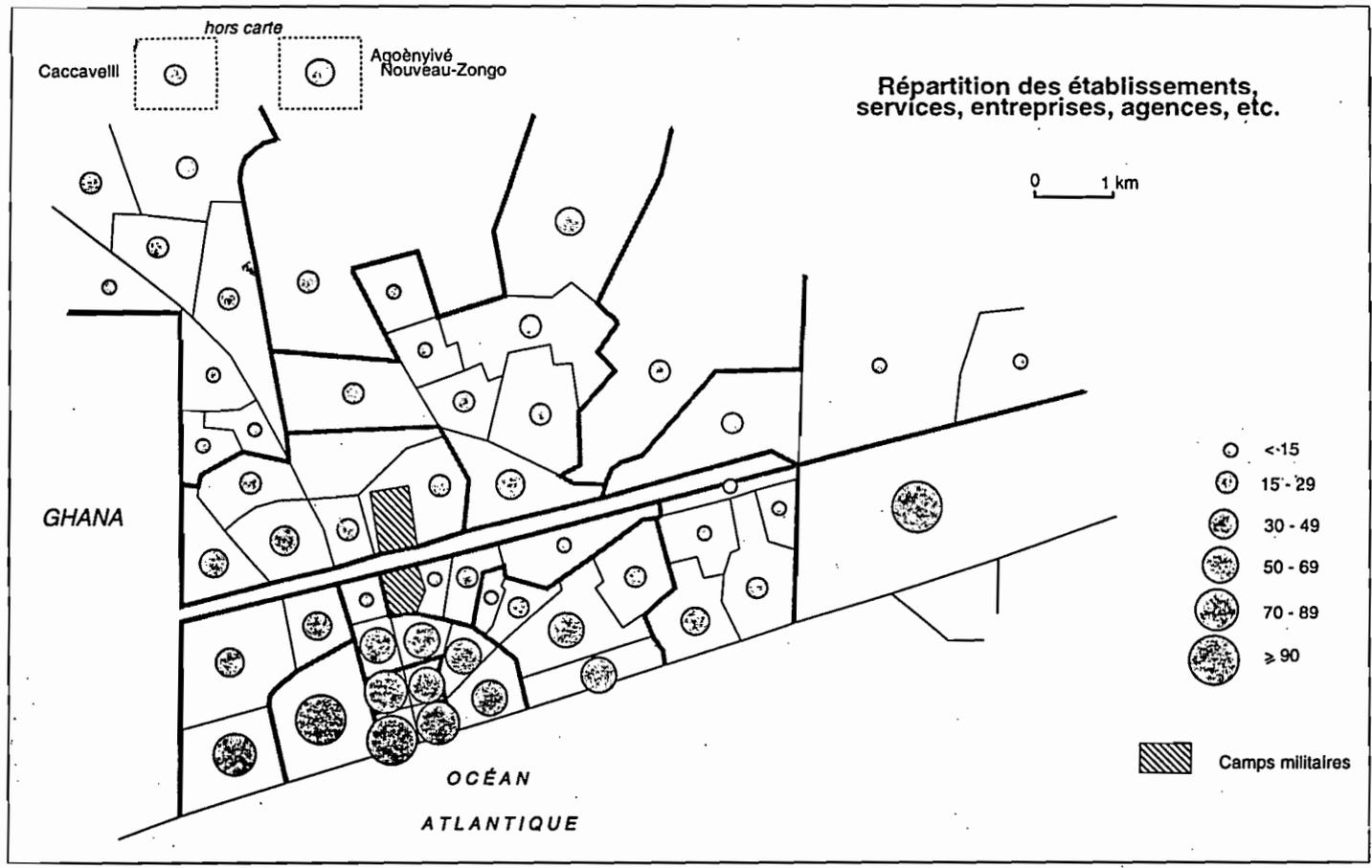
1 - Les hôtels sont fort nombreux : 64, dans 30 quartiers, avec 1 700 emplois, mais ils sont en fait de taille inégale. Quelques "poids lourds" concentrent les emplois : QA (3, avec 500 emplois), Akodésséwa [BE] (3 et 350 emplois), Anthony-Nétimé [BW] (3 également, 300 emplois), Agbadahonou [CA] (3 encore, 200 emplois). Ces 12 grands établissements totalisent 1 350 emplois (78 % un total), soit 111 chacun. Les 52 autres (dont 11 à Kodjoviakopé [SW], 4 à Souza Nétimé [BW] et 4 à Agoènyivé [ZN]) ne comptent que 370 employés, soit seulement 7 chacun.

2 - Les restaurants sont également nombreux : 48, dans 20 quartiers, mais n'emploient que 400 personnes (8 chacun). Ils ne sont nombreux qu'à Agbadahonou [CA] et Anagokomé [CA] (6 chacun), à Béniglato [CM] et au port [ZP] (4 chacun), à Kodjoviakopé [SW], Kokétimé [CA] et Anthony Nétimé [BW] : 3 chacun.

3 - Les boîtes de nuit sont 20, avec 160 emplois salariés (8 chacune), éparpillées en 15 quartiers avec quelques (modestes) regroupements à Anagokomé [CA], Octaviano Nétimé [SW] (30 emplois chaque fois).

4 - Les cinémas étaient 6 en 1990 (dont 3 à Agbadahonou), avec seulement 50 salariés.

Répartition des établissements, services, entreprises, agences, etc.



Carte 2 : Répartition des établissements, services, entreprises, agences, etc.

5 - Enfin, les installations sportives et autres lieux de récréation ne sont que 9, qui emploient 70 personnes (8 chacun), dont le seul important (18 emplois) est le club équestre proche de l'aéroport [ZN].

IV - LA REPARTITION SPATIALE

On l'a vu : au fil de cette longue énumération, certains noms de quartiers reviennent souvent, d'autres n'apparaissent pratiquement jamais. Faute de pouvoir traiter ici les 60 quartiers⁽¹⁾, on ne décrira les caractéristiques que des 13 grandes zones, et en se limitant à l'analyse du nombre des emplois.

- Les 9 400 salariés du domaine administratif se regroupent ainsi à 61 % dans le QA, 12 % le CM, 8 % le SW. Le reste est négligeable : 2 à 3 % de-ci de-là, moins de 1 % à BE et TE.

- Les 6 800 du monde scolaire, scientifique et culturel sont très dispersés, hormis les 26 % des ZN (du fait du campus universitaire) et les 17 % de TS. A mentionner aussi 12 % en TW, 10 %, en TN, 7 % en SW... Le minimum étant, logiquement, 0,6 % en ZP.

- Les 3 900 salariés de la santé se trouvent à 51 % en TS (du fait du CHU), 8 % en CM et TN, 7 % en SW, QA et ZN, 5 % en BW et TW, négligeables en TE, nul en ZP.

- Le commerce répartit ses 6 700 salariés en 29 % en CA, 20 % en ZP, 16 %, en CM, 9 % en TS, 8 % en BW, 6 % en SW. TW et TE n'en comptent que fort peu, le QA aucun.

- Le domaine financier (2 300 emplois) est le plus concentré de tous : 40 % dans le CM, 29 % dans le CA et autant dans le QA, ce qui ne laisse pas grand chose pour le reste (et rien en VV, TE et TW).

- Les 4 700 ouvriers et cadres des industries sont à 40 % dans la ZP, suivis de très loin par les 14 % du TN, 11 % des ZN, 8 % du CM... Mais aucun grand groupe de quartiers n'en compte aucun (même TE en a 1 %).

- Les 1 800 salariés des infrastructures sont très regroupés autour de leurs sièges principaux : 40 % en QA, 22 % en CM, 10 % en TS, 6 % en ZN et ZP... le reste ne compte guère, avec zéro à VV, BE et TE.

- Les transports eux aussi sont vigoureusement groupés : 64 % de leurs 5 800 travailleurs sont dans la ZP, et 8 % dans les ZN, mais aucune grande zone n'en est dépourvue, même si VV, TS, TE et TW se situent en dessous de 1 %.

(1) Ce qui exigerait une cartographie non reproductible ici.

- Enfin les 2 400 emplois de l'hôtellerie et des loisirs sont dispersés entre 22 % dans le QA, 17 % en CA et BW, 16 % en BE, puis 8 % en SW. Le reste est peu de choses, entre 5 et 1 % (zéro en TE).

Les **physionomies économiques des grandes zones** sont donc maintenant clairement dessinés (carte 2).

- Le QA, qui accueille le plus grand nombre d'employés (près de 9 000), les occupe à 64 % dans l'administration, 8 % les infrastructures, 7 % les finances ; le reste est peu de choses (0 % pour le commerce).

- Là ZP (7 500 salariés) est caractérisée par 50-% d'employés dans les transports, 25 % les industries et 18 % le commerce. Le reste est subalterne.

- Troisième concentration de travailleurs (5 000), le CM les emploie à 23 % dans l'administration, 22 % le commerce, 18 % les finances, 9 % l'enseignement... La répartition est assez équitable, car le poste le plus faible (l'hôtellerie) pèse tout de même 2 % du secteur.

- Viennent ensuite les 4 500 emplois de TS : 43 % dans la santé, 26 % dans l'éducation, 13 % le commerce et un saupoudrage du reste.

- De peu inférieures en nombre, les 4 000 du CA travaillent, eux, à 48 % dans le commerce, 15 % dans la banque, 10 % l'hôtellerie et 10 % les transports, ainsi qu'un peu de tout le reste.

- Les ZN, avec 3 500 emplois, se consacrent à l'enseignement et à la recherche (50 %), à l'industrie (15 %) et aux transports (13 %), selon les lieux.

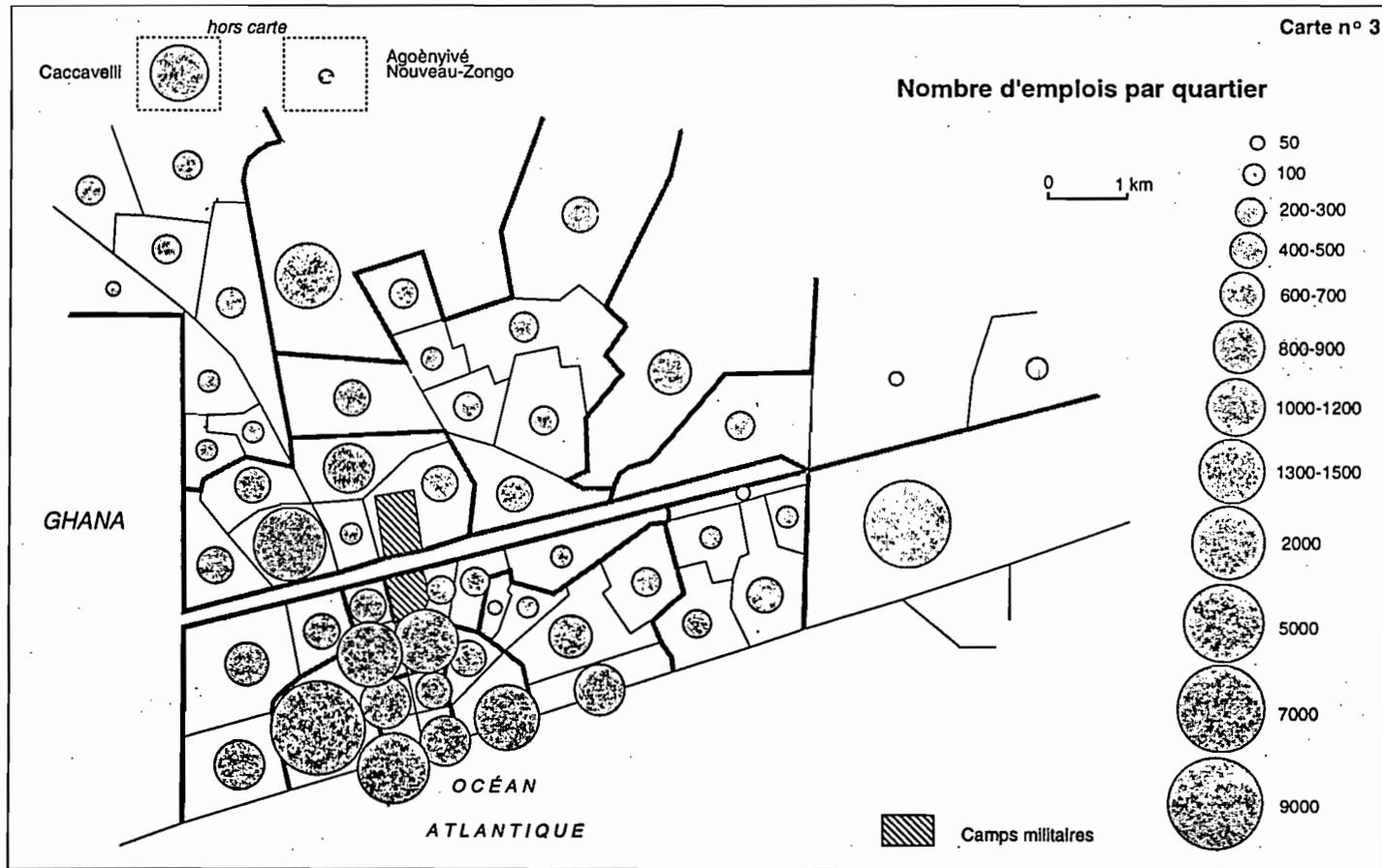
- Sensiblement plus modeste, TN (2 600 salariés) répartit largement les siens entre l'enseignement (27 %), l'industrie (24 %), la santé (12 %), les transports et le commerce (11 %), l'administration (10 %).

- De même, BW (1 900 emplois) : 27 % de commerce, 21 % d'hôtellerie, 16 % d'enseignement, 10 % d'industries et 10 % de santé...

Les écarts sont plus importants dans les zones les moins actives, une ou deux grosses entreprises déséquilibrant les chiffres. Sinon, c'est l'enseignement -dont on a dit l'omniprésence- qui l'emporte.

- 1 400 personnes travaillent à TW : 56 % dans l'enseignement, 13 % dans la santé, 8 % dans l'administration et le commerce.

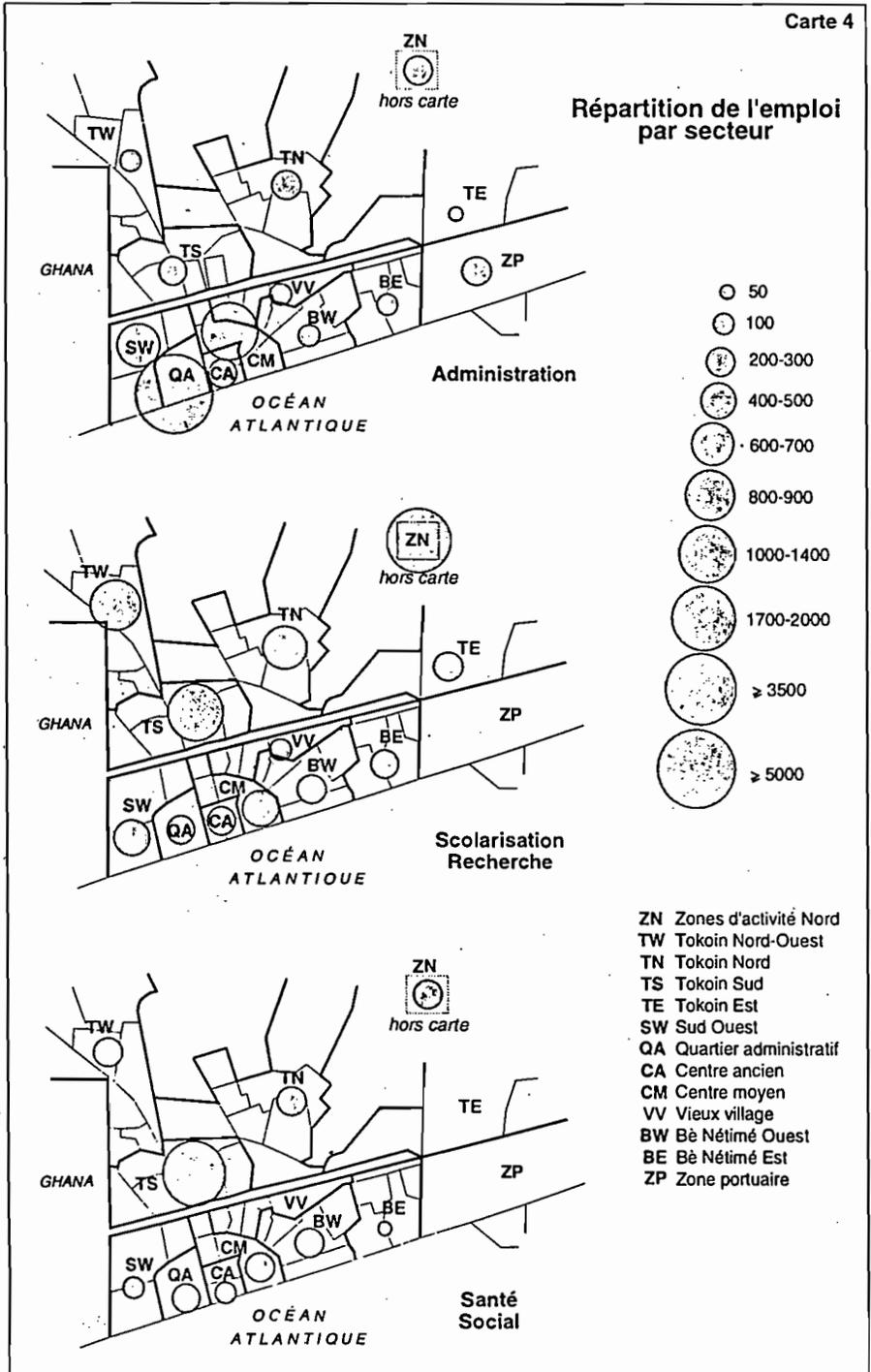
- Les 1 100 de BE se répartissent en 35 % dans l'hôtellerie, 20 % l'enseignement, 13 % les transports et le commerce...



Carte 3 : Nombre d'emplois par quartier

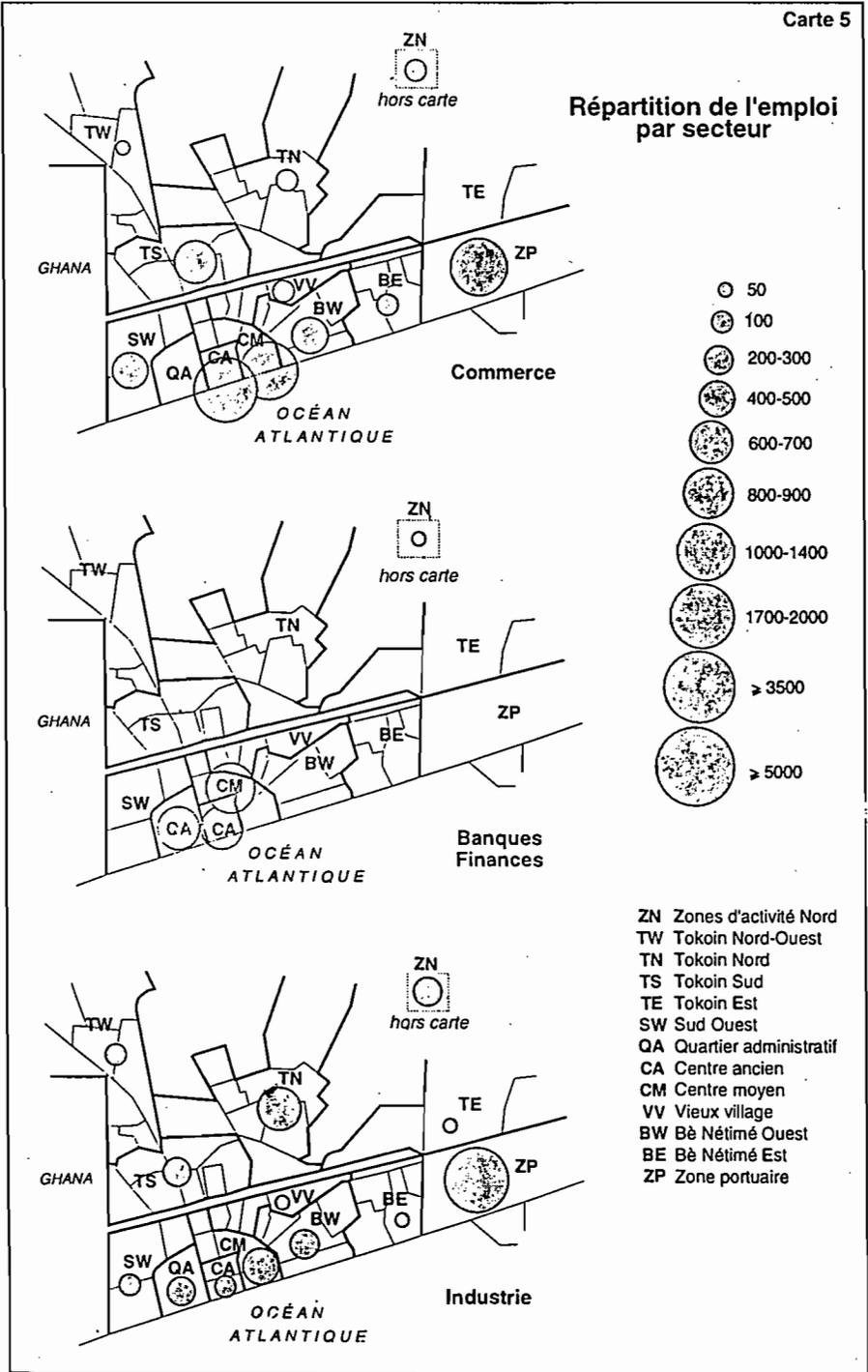
Carte 4 : Répartition de l'emploi par secteur

Carte 4



ORSTOM - LCA

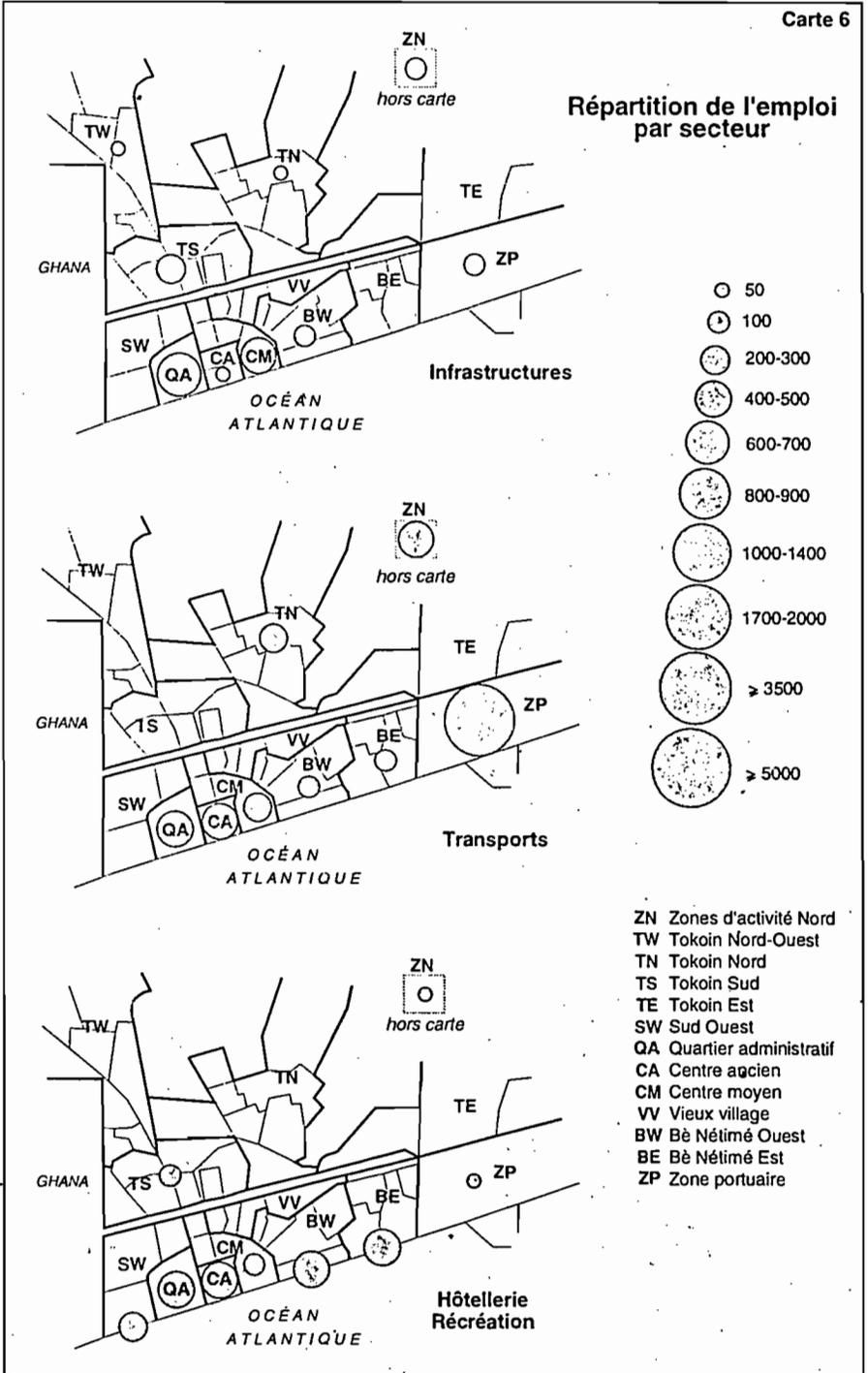
Carte 5 : Répartition de l'emploi par secteur



ORSTOM - LCA

Carte 6 : Répartition de l'emploi par secteur

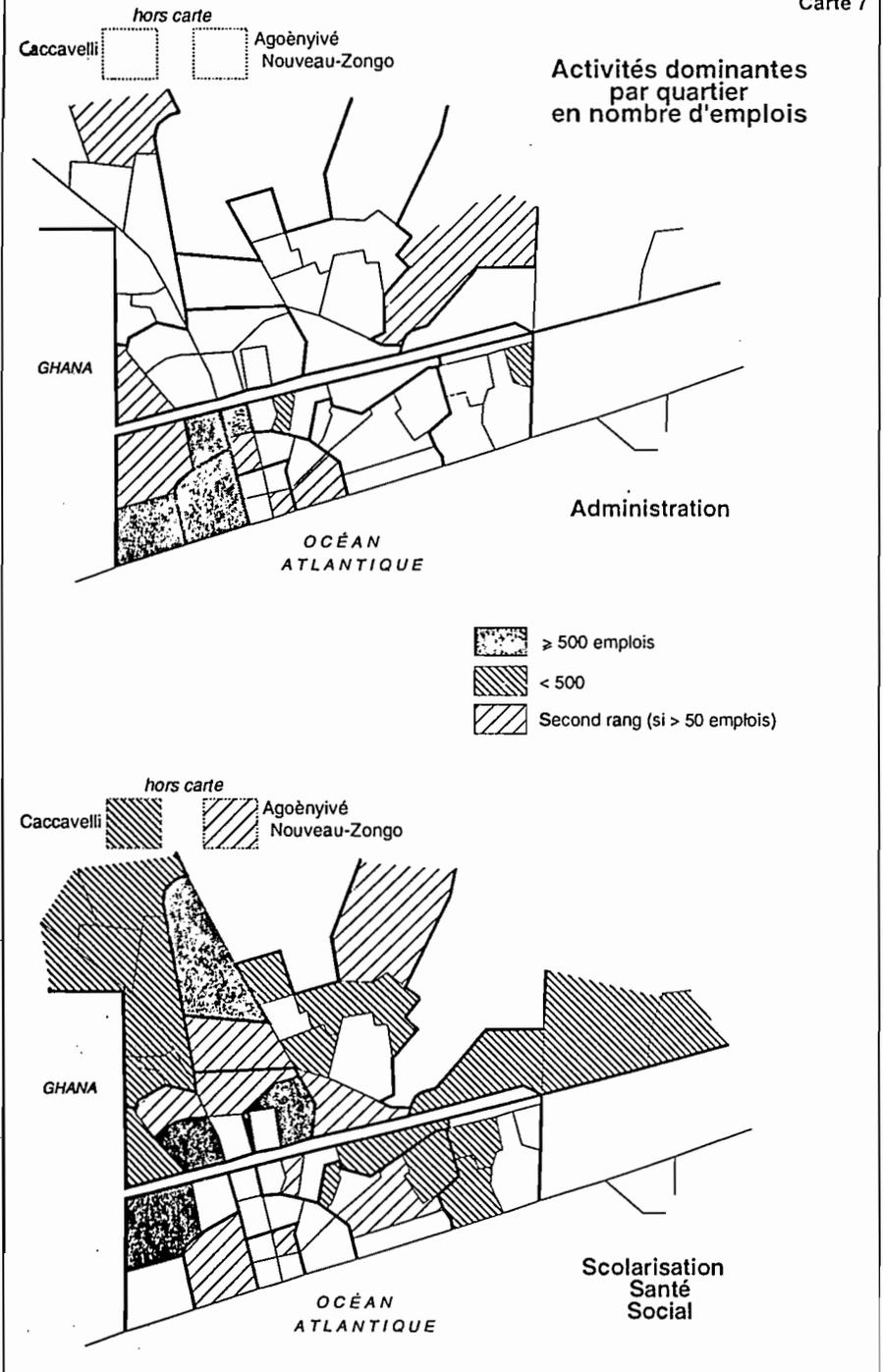
Carte 6



ORSTOM - LCA

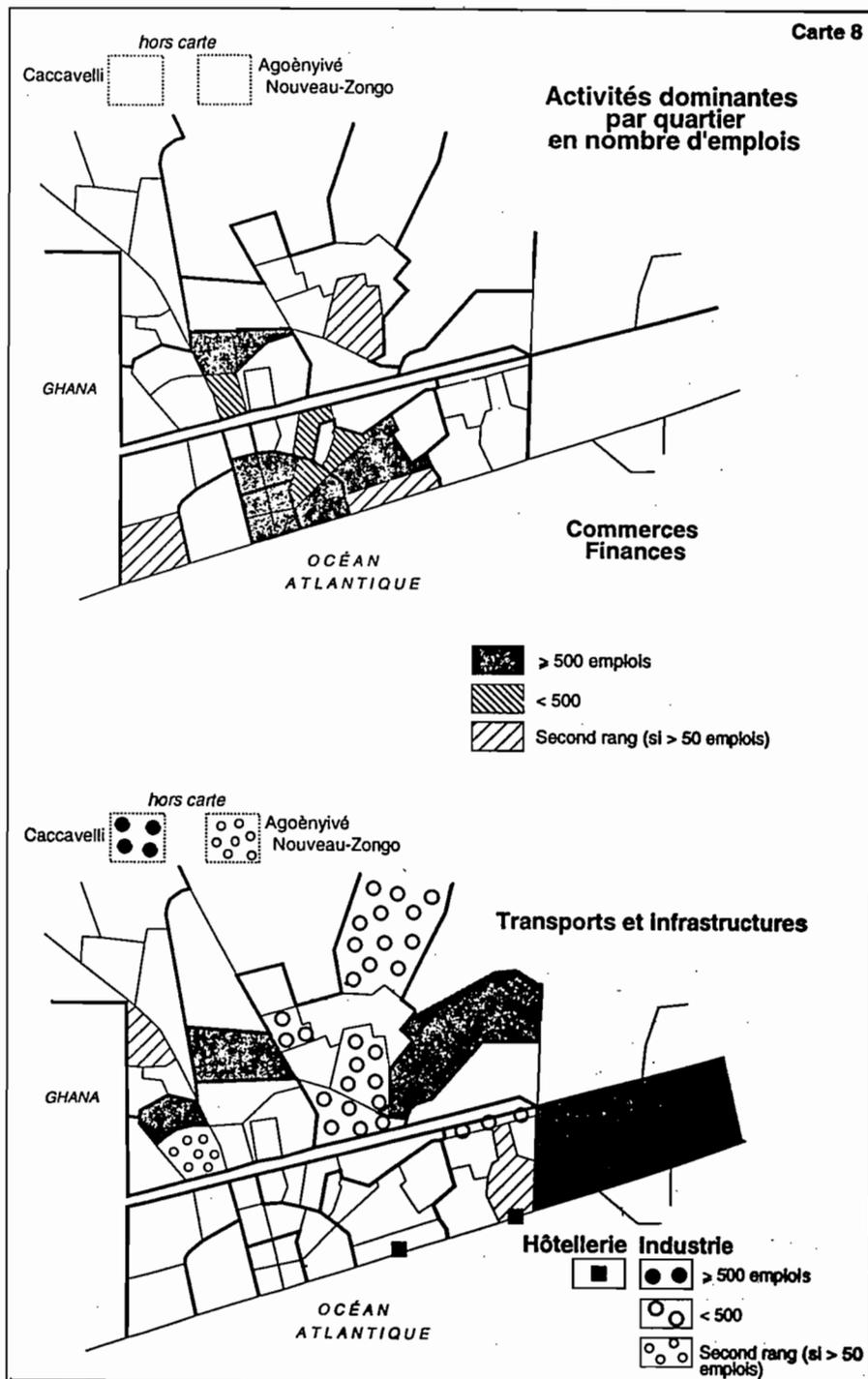
Carte 7 : Activités dominantes par quartier en nombre d'emplois

Carte 7



ORSTOM - LCA

Carte 8 : Activités dominantes par quartier en nombre d'emplois



ORSTOM - LCA

- Les VV ne comptent que 560 travailleurs : 30 % dans l'enseignement, 26 % le commerce et 17 % l'administration.

-Viennent enfin les 350 employés de TE, à 63 % dans l'enseignement -ce qui reste quand il n'y a rien d'autre, pourrait-on dire-, 12 % dans l'industrie et 11 % l'administration. Ce qui est bien peu pour un groupe de quartiers en croissance spatiale et démographique très rapide.

Lomé est donc une ville qui **équilibre relativement bien sa main-d'oeuvre** entre ses diverses activités : il y a, on l'a vu, 46 % d'emplois dans les fonctions administratives et sociales, 31 % dans les fonctions économiques motrices et 23 % dans les services économiques complémentaires. Mais **la répartition spatiale est considérablement déséquilibrée** : 46 % des emplois dans les quartiers du Centre, jusqu'à la frontière (20 % pour le seul QA), 25 % dans les zones d'activités périphériques (17 % pour la seule ZP), 8 % pour le reste des vastes quartiers de Bè (les vieux villages et les deux cocoteraies), et 20 % pour l'immense plateau de Tokoin.

En rendant à celui-ci les zones d'activités qui s'y éparpillent, on calcule qu'il n'y a **au nord de la lagune que 28 % des emplois**, et **au sud 72 %**, alors que, vraisemblablement, nettement plus de la moitié de la population de la ville vit maintenant au nord de cet obstacle. Les rares digues qui franchissent les lagunes n'ont pas fini d'être saturées par le trafic quotidien.

Marguerat Yves. (1998)

La répartition spatiale de l'emploi moderne à Lomé : la situation en 1990

In : Gayibor N. (ed.), Marguerat Yves (ed.), Nyassogbo K. (ed.)
Le centenaire de Lomé, capitale du Togo (1897-1997)

Lomé : Presses de l'Université du Bénin, (7), 377-398.

(Patrimoines ; 7). Le Centenaire de Lomé, Capitale du Togo
(1897-1997) : Colloque, Lomé (TGO), 1997/03/03-06. ISBN 2-
90-9886-38-7